

# L'HOMME DE FER

Conversations avec  
*Paul Kagamé*  
président du Rwanda

Bill Gates, Bill Clinton, Tony Blair, Ben Affleck, Natalie Portman, les PDG de Starbucks et de Visa, Howard G. Buffett, Robert De Niro et bien d'autres célébrités font partie de son *fan club*. Pour eux, Paul Kagamé est l'homme du miracle rwandais, celui qui est parvenu à reconstruire un peuple et une nation sur les cendres du dernier génocide du xx<sup>e</sup> siècle.

Mais cet ancien réfugié devenu chef de guerre par nécessité, puis président d'un pays qu'il s'efforce de conduire sur la voie de l'émergence économique, a aussi des ennemis acharnés qui le considèrent comme une sorte de Machiavel africain. Au rang de ses adversaires, les ONG de défense des droits de l'homme lui reprochent de privilégier le développement au détriment de la démocratie.

Sa relation avec la France, dont l'intervention au Rwanda de 1990 à 1994 fait l'objet de vives polémiques, a longtemps été conflictuelle et demeure empreinte de méfiance réciproque. Saint ou démon, libérateur vertueux ou dictateur : rarement un chef d'État aura été aussi controversé.

Deux décennies après le génocide des Tutsis du Rwanda, qui fit un million de morts en cent jours, Paul Kagamé se dévoile ici pour la première fois.

**François SOUDAN** : Directeur de la rédaction de l'hebdomadaire de référence *Jeune Afrique*, il est l'auteur de biographies de Nelson Mandela et de Mouammar Kadhafi. Il s'est rendu à de nombreuses reprises au Rwanda au cours de ces vingt dernières années. Ses entretiens avec Paul Kagamé ont été réalisés à Kigali entre décembre 2013 et juin 2014.

16 euros

ISBN : 978-2-36942-044-6



**idm**

SODIS  
7645527

© Photo de couverture : Vincent Fournier / Jeune Afrique - Conception graphique : Farida Jeannot

L'HOMME DE FER

**idm**

FRANÇOIS SOUDAN

# L'HOMME DE FER

Conversations avec  
*Paul Kagamé*  
président du Rwanda

**idm**



*Était-ce parce qu'il s'était agi d'une attaque frontale, ce qui ne correspond pas aux principes de la guérilla ?*

Il s'agissait d'une situation de désorganisation totale, même pour une attaque frontale.

*Et c'était la première fois que les Français intervenaient directement, par le biais de l'opération Noroît<sup>11</sup>.*

Oui, ils sont intervenus quelques jours plus tard. Pendant les premières semaines, ils sont venus apporter leur soutien à Habyarimana, par un travail de renseignement, en donnant des conseils d'ordre militaire et en fournissant des armes.

*Donc vous êtes arrivé et vous avez décidé le repli de l'intégralité des forces du FPR dans le massif des Virunga, où vous avez établi votre base.*

Oui, il nous fallait impérativement nous regrouper, nous ressaisir et nous réorganiser.

*Quelle est votre interprétation du rôle de la France par rapport au Rwanda de 1990 à 1993 ? François Mitterrand*

11. Habyarimana avait fait appel au soutien de François Mitterrand pour combattre les insurgés du FPR. En conséquence, la France avait lancé l'opération Noroît, dont l'objectif officiel était de protéger et d'évacuer les ressortissants étrangers résidant au Rwanda. Cette opération a cependant aussi permis de fournir des armes, des hélicoptères et des équipements radio ainsi qu'un soutien militaire et financier au régime d'Habyarimana. L'intervention fit indéniablement la différence. (cf. Stephan Kinzer, Colin M. Waugh, le rapport de la mission d'information sur le Rwanda de l'assemblée nationale française n° 1271, etc.).

*souhaitait qu'Habyarimana résolve cette crise en proclamant des réformes démocratiques et en concluant un accord avec le FPR. Habyarimana accepta la légalisation des partis d'opposition en 1991, comme l'avait suggéré Mitterrand. Il semble que la France n'ait pas uniquement joué un rôle négatif.*

Ce n'était peut-être pas un rôle purement négatif, mais la vraie question est en fait : cela relevait-il effectivement de la responsabilité de Mitterrand ? Était-ce le rôle de quiconque autre que le Rwanda, sans parler de Mitterrand, d'influencer la manière dont les choses devaient évoluer au Rwanda ? En quoi était-il légitime que Mitterrand prenne les événements en charge et, en outre, quelle justification existait-il de promouvoir cette évolution, selon la manière dont Mitterrand, ou la France, la concevait ? Ceci constitue la première partie du problème.

La seconde partie du problème concerne le timing. La seule raison pour laquelle Mitterrand a insisté, en 1991, pour qu'Habyarimana légalise les partis d'opposition était d'atténuer la pression exercée par le FPR, qui avait pris les armes. La communauté internationale n'a jamais réellement cherché à aborder la question : depuis des décennies, des foules de gens avaient été forcés de vivre en tant que réfugiés hors de leur pays, apatrides. Pourtant, ni les chefs d'État rwandais ni la communauté internationale n'avaient jugé nécessaire de faire quoi que ce soit. Leur réaction n'est intervenue qu'une fois que le FPR a entrepris d'exercer plus de pression sur le gouvernement rwandais. Sous l'effet de cette pression, et quasiment après coup, Mitterrand a demandé que les choses évoluent. Mais ceci était uniquement destiné à

éviter une guerre imminente – même si la question de la légitimité de l'intervention française reste posée en soi – et aurait dû être mis en place des années auparavant, dans l'intérêt des réfugiés. Les choses n'auraient jamais dû en arriver là.

En ce qui me concerne, la question de la nature du rôle de la France, qu'on le considère positif ou négatif, est hors sujet. La France n'aurait pas dû se permettre d'être dans cette position – et cela est vrai pour tout autre pays de la communauté internationale. Les décisions concernant le Rwanda ont été prises dans l'ignorance la plus complète, sans une compréhension claire et précise des problématiques en question, sans une connaissance pointue de son histoire et sans tenir compte des enjeux politiques. Cela s'est traduit par la proclamation de mesures superficielles pour régler une situation qui avait cours depuis plusieurs décennies. D'autre part, s'ils sentaient un tel besoin d'être impliqués, alors ces mesures auraient dû être prises bien plus tôt afin de prévenir réellement et effectivement le problème en question.

En fait, sur un certain plan, le rôle de la France a été particulièrement négatif. Comme nous l'avons évoqué plus tôt, la France a été directement impliquée dans les affrontements. Elle a apporté son soutien à l'armée d'Habyarimana et aux forces de sécurité. L'étendue de l'engagement français est déconcertante. Je n'oublierai jamais ma rencontre avec Paul Dijoud<sup>12</sup> à Paris en janvier 1992.

Il m'a d'emblée annoncé deux choses. Tout d'abord, il m'a dit d'arrêter le combat pour qu'Habyarimana puisse décider

12. Directeur des affaires africaines et malgaches au ministère des affaires étrangères sous Mitterrand.

de notre sort et des concessions qu'il ferait à notre cause. Deuxièmement, il nous a en substance fait l'annonce suivante : il considérait que le FPR était constitué de bons combattants mais que si nous ne cessions pas nos manœuvres, même si nous parvenions à prendre Kigali, nous ne retrouverions pas nos familles car elles auraient toutes été massacrées ! Cet homme devait donc avoir été informé de l'imminence d'un génocide. Paul Dijoud. Son nom est resté gravé dans ma mémoire. Je n'étais pas seul quand il a fait cette déclaration. Tito Rutaremara était avec moi, tout comme Frank Rusagara, Aloysia Inyumba, Emmanuel Ndahiro, Patrick Mazimpaka, et Jacques Bihozagara. Dijoud, lui-même, était accompagné d'un groupe d'officiels. Nous étions 10 ou 12 dans la pièce. Et donc ce ne sont pas des spéculations d'ordre personnel. Alors que nous partions, il m'a raccompagné en me disant qu'il était impatient de me voir nommé à la tête de la nouvelle armée rwandaise. J'ai répliqué que je ferais de mon mieux si tel devait être le cas.

*Mais vous avez ensuite été arrêté et interrogé.*

Oui, j'ai été arrêté et j'ai passé une journée en cellule ! Au cours de la nuit qui a suivi cette rencontre, vers 4 h du matin, dans la chambre de l'hôtel Hilton où je me trouvais, à Paris, la sécurité de l'hôtel et la police sont entrés dans ma chambre avec un passe-partout et ont surgi en allumant toutes les lumières d'un coup alors que je dormais. Ils m'ont réveillé, armes pointées sur moi, en hurlant « Debout ! Debout ! ». Ma propre sécurité, Emmanuel Ndahiro et Tom Byabagamba, dormait dans une chambre attenante tandis

que je me trouvais dans la mienne. Lorsque j'ai regardé dans leur direction, ils étaient à terre et on avait entrepris de les menotter. Puis nous avons été emmenés en voiture pour être interrogés, je ne sais pas où. À vrai dire, lorsque je me suis réveillé, j'ai d'abord pensé que c'était une bande de malfrats.

*Avez-vous évoqué cet incident plus tard, lors de vos entretiens avec Jacques Chirac ou Nicolas Sarkozy ?*

Non.

*Vous a-t-on présenté des excuses ?*

Jamais. Mais le fait est que la France a joué un rôle extrêmement négatif.

*J'ai conscience qu'il s'agit d'une hypothèse, mais si l'accord de paix d'Arusha avait pu être conclu et mis en application, le FPR devenant ainsi un parti politique, avec des élections libres et équitables vingt-deux mois plus tard, pensez-vous qu'il aurait été possible que vous et votre parti remportiez les élections ?*

Je ne le pense pas. Je ne ferais aucune supposition étant données les circonstances. Nous n'étions pas connus, et donc surgir ainsi dans le paysage politique et être directement élus ne me semble pas très probable. Tout le système, l'ensemble de ses mécanismes étaient entre les mains du parti d'Habyarimana, le MRND [Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement]. En fait,

je ne pense pas que la moindre opposition, ou disons plutôt les soi-disant partis d'opposition l'auraient emporté. Sauf, et cela aurait été la seule option, s'il y avait eu une coalition entre le FPR et les autres partis. Ensemble, nous aurions eu une chance de gagner contre le MRND et Habyarimana. Mais avec chaque groupe agissant séparément, je ne crois pas qu'il y en aurait eu la moindre probabilité, sans parler du fait qu'il aurait été impossible d'avoir des élections « libres et équitables » dans ces circonstances. Cela aurait été tout simplement impossible. Donc je ne me permettrais certainement pas de vous dire que le FPR aurait été susceptible d'approcher une victoire.

*Faites-vous la distinction entre Habyarimana lui-même et son entourage ? Plus spécifiquement, son épouse et son cercle de proches, l'Akazu, bien plus extrémistes dans leur idéologie et dans leurs actions ?*

Non, c'était la même chose – différentes personnalités partageant une même idéologie, un même mode de pensée, et les mêmes actions. Cela ne fait aucun doute.

*Si vous considérez que le génocide avait été planifié depuis un certain nombre d'années, ce qui était en effet le cas, pourquoi n'avez-vous pas tenté de l'éviter ? En février 1993, par exemple, vous avez lancé une offensive de grande ampleur que vous avez interrompue, pourquoi ?*

La réponse est assez simple. Cependant, accordez-moi un instant afin de démontrer à quel point la question elle-même

illustre l'injustice, l'iniquité et les préjugés inhérents au système international. On a déjà soulevé cette question plusieurs fois, bien souvent dans un contexte négatif, par ignorance et par manque d'une compréhension réelle de la situation. Vous insinuez que si nous l'avions vraiment souhaité, nous aurions pu éviter le génocide. Cette question part du principe que le FPR était dans une position où il aurait eu plus de pouvoir et de contrôle que nous n'en avons réellement. Cela donne le sentiment que nous aurions tout simplement pu prendre le contrôle de la situation à tout moment. Mais le FPR ne disposait pas d'autant de pouvoir. Nous avons nos limites, en termes de capacités, mais aussi quant à ce que nous étions en mesure d'accomplir. Le monde nous imposait de lourdes contraintes. Nous étions limités dans nos capacités et le monde entier était sur notre dos, à circonscrire toute marge de manœuvre dont nous disposions. En 1993, nous n'avons finalement pas tenté de reprendre le pays pour les raisons suivantes : tout d'abord, nos forces étaient trop disséminées et nous n'étions donc pas en mesure d'envahir un pays tout en défendant nos positions. À quoi cela aurait-il servi de prendre Kigali par la force si nous ne pouvions pas défendre notre position ?

Ensuite, à partir du moment où les affrontements avaient commencé, avec le massacre des Bagogwe [du 25 janvier au 4 février 1991], dans le nord, et avec l'interruption des négociations à Arusha, l'attention du monde entier s'est focalisée sur le FPR. Des pressions ont été exercées sur l'Ouganda afin d'assurer que nous ne puissions pas avancer nos forces armées – leur objectif étant que l'Ouganda bloque nos arrières. Nous subissions une pression incroyable et il nous

fallait prendre une décision, savoir nous projeter au-delà des avancées militaires accomplies sur le terrain. Il nous fallait considérer la situation avec recul, dans son ensemble. Le monde entier avait le regard tourné vers nous, sans apporter le moindre soutien à notre cause. Les ordres destinés à nous contrer étaient insurmontables. Nous n'avions pas d'autre choix que celui de nous arrêter. Mais nous avons au moins réussi à nous faire entendre. Nous avons exercé des pressions sur un gouvernement qui assassinait des civils et l'avions forcé à revenir à la table des négociations. De plus, ce gouvernement a alors constaté que nous étions plus puissants qu'il ne l'avait imaginé. Car, même avec nos moyens limités, nous avons tout de même été capables d'enfoncer ses défenses de par notre vitesse et notre efficacité. Ils ont profité des négociations pour se réorganiser, se réarmer et retourner s'entraîner. Ils ont déployés leurs troupes de telle sorte qu'elles soient positionnées directement face aux nôtres, afin de créer en fait un mur. Il était flagrant que nos effectifs étaient bien plus faibles, de l'ordre d'un pour trois ou quatre en leur faveur, au regard des hommes déployés directement face à nous. C'est pour cela qu'ils n'ont pas hésité à continuer le massacre. Ils avaient le sentiment d'avoir érigé, face à nous, une barrière que nous ne franchirions jamais. Mais nous avons, pour notre part, tenté d'agir dans les règles : s'ils n'arrêtaient pas, nous allions nous retirer des négociations et, si nécessaire, nous étions prêts à nous battre. Ils ne nous ont pas pris au sérieux. Ils ne pensaient pas que nous serions capables de mettre nos menaces à exécution. En outre, ils ne pensaient pas non plus que nous serions capables d'avancer au-delà des positions sur lesquelles ils nous avaient bloqués.

*Le 6 avril 1994, que faisiez-vous exactement quand l'avion d'Habyarimana a été abattu?*

Nous regardions un match de football, de la coupe d'Afrique des nations.

*Vous étiez à Mulindi, au QG du FPR ?*

Oui, nous étions en plein match quand un des aides de camp est arrivé en disant qu'il venait de recevoir un message de nos forces.

*Quelle a été votre réaction personnelle, dans l'immédiat ?*

Le premier message contenait plusieurs détails incohérents : on avait entendu une explosion quelque part, des gens s'étaient précipités vers le siège du parlement, on avait vu des signes de mouvements de troupes et de foules. Ma première pensée a été que, pour une raison ou une autre, le parlement était en danger – nous avions des hommes politiques qui y siégeaient, conformément aux accords d'Arusha et des personnes étaient venues consulter nos représentants parlementaires – ils avaient travaillé tard, quitté leur bureau et le bâtiment mais ils étaient ensuite apparemment revenus en courant pour y trouver refuge. Quelqu'un avait dit à l'un d'entre eux que l'avion d'Habyarimana avait été abattu. La ville était dans un état de confusion générale. Notre commandant sur place nous a alors envoyé un message nous demandant de nous préparer, de rester en état d'alerte, au cas où les choses bougeraient. Ce que j'avais en tête à ce moment-là, c'est qu'il

y avait résolument des signes d'agitation et qu'en réaction au fait que l'avion avait été abattu, il risquait de se passer quelque chose susceptible de nous affecter directement.

*La pensée qu'il s'agissait du point de lancement du génocide a-t-elle traversé votre esprit ?*

Non, en toute franchise, je n'ai pas immédiatement fait le lien avec ce qui allait se révéler être un appel direct au génocide, ou quelque chose du même ordre, même si nos services de renseignement savaient depuis longtemps qu'un génocide se préparait : à travers l'entraînement et l'armement de milices, par exemple, ou par la diffusion dans les médias de messages de haine contre les Tutsis. Nous avions d'ailleurs ouvertement partagé ces informations avec tous ceux qui passaient par Mulindi – les Américains, les Belges et les Français. Nous avons aussi signalé que le gouvernement d'Habyarimana autorisait les milices armées à lancer des attaques contre les Tutsis à travers tout le pays alors même que nous étions en pléines négociations de paix. Le FPR participait à un gouvernement de transition, conformément aux accords d'Arusha et nous assistions à tout cela en parallèle. Pourquoi le gouvernement mettrait-il en péril le processus de paix par de telles actions ? Nous avons le sentiment que les milices étaient entraînées afin de prêter renfort aux forces du gouvernement. En fait, elles étaient missionnées pour marquer les maisons afin d'identifier celles qui appartenaient aux Tutsis. Nous avons recoupé nos informations et nous avons pu conclure que c'était la vérité. C'était un fait de notoriété publique.

Mais quand bien même, imaginer une tuerie de masse, à l'échelle d'un génocide, n'est pas une chose que l'on conçoit aisément. Je ne pense pas que qui que ce soit aurait pu envisager ce qui était en train de se passer. Prévoir que les leaders du FPR ou les personnes d'influence étaient en danger, soit, mais le concept de génocide minutieusement planifié était une notion tout simplement trop vicieuse, en fait, au-delà de l'entendement.

Plusieurs jours après, nous avons reçu des messages indiquant que les milices entraînées lors de la période de cessez-le-feu avaient enchaîné directement sur des exécutions, non seulement de leaders de l'opposition ou de militaires, mais aussi de civils, qu'elles allaient de village en village pour supprimer leurs habitants. Le commandant des forces de l'ONU, Roméo Dallaire, est venu me voir aux alentours du 8 avril. Naïvement, il voulait m'emmener à Kigali pour communiquer avec la partie adverse. Il avait amené des hélicoptères ! Je lui ai dit qu'il risquait sa vie en se déplaçant en hélico, que cela faisait de lui une cible facile et sa seule réponse fut que ce n'était pas un souci car il avait deux hélicoptères ! Il était hors de question que je l'accompagne où que ce soit. Ils avaient abattu l'avion d'Habyarimana, quelle différence cela pouvait-il faire, pour eux, d'abattre un hélicoptère de l'ONU ? Je lui ai finalement dit que s'il arrivait à communiquer avec nos adversaires et que s'ils cessaient le carnage afin d'apaiser un minimum la situation, il pourrait compter sur moi pour réagir en conséquence en retenant nos troupes, de notre côté. Cependant, je lui ai aussi demandé s'il savait qui dirigeait, à qui s'adresser. Qui était effectivement derrière tout cela ? Il semblait s'être instauré une situation d'anarchie complète que personne ne maîtrisait. Sa seule réponse a été

que je ne semblais pas non plus avoir le moindre contrôle sur la situation.

*Quelles sont vos convictions personnelles concernant ceux qui ont perpétré l'attaque contre l'avion ?*

Mes convictions personnelles s'appuient à la fois sur des soupçons et sur le travail d'enquête réalisé par les Nations unies. Rien de tout ceci n'est le fruit du hasard. Plusieurs jours, voire plusieurs semaines avant que l'avion d'Habyarimana ne soit abattu, plusieurs conversations qui s'étaient tenues en public – des discussions sur les stations de radio et dans les journaux extrémistes – évoquaient le fait que quelque chose était sur le point d'arriver. Alors que la date s'approchait, les choses se précisaient. Certains attribuaient à Habyarimana le surnom de « Kinani », l'invincible, le tout puissant qui surpasse tout. Ce même groupe d'extrémistes l'accusait d'avoir vendu le pays au FPR et aux Tutsis, car ils considéraient qu'il avait fait trop de concessions dans les négociations. Selon leur point de vue, le seul fait d'avoir accepté de négocier et d'autoriser le FPR à prendre part au gouvernement représentait déjà une concession trop importante<sup>13</sup>.

*C'est ce à quoi je faisais référence lorsque je vous ai demandé si vous faisiez une distinction entre Habyarimana*

13. Les accords d'Arusha, signés le 3 août 1993, s'étaient traduits par la mise en place d'un gouvernement de transition multipartite destiné à diriger le pays jusqu'à l'organisation d'élections libres. Le FPR et cinq autres partis avaient obtenu des postes ministériels dans ce gouvernement.

*et le reste de son parti. Ils avaient adopté une position bien plus extrémiste que lui.*

Oui, mais cela ne veut pas nécessairement dire qu'il n'était pas lui-même extrémiste. Il avait peut-être une façon d'aborder la situation avec plus d'intelligence et de tact, mais il n'en était pas moins extrémiste. Sa manière de faire était différente mais son idéologie était la même que la leur.

*Habyarimana était de toute évidence une cible pour les extrémistes. On peut cependant comprendre que lorsque l'enquête a commencé, vous figuriez parmi les suspects. Après tout, vous aviez plusieurs bonnes raisons de vouloir l'éliminer.*

La question ne se pose pas tout à fait en ces termes. Habyarimana en personne ne constituait pas une cible pour nous. Notre but était de supprimer un système dont Habyarimana faisait partie mais nous n'avons jamais considéré que la suppression de l'individu serait une étape essentielle de l'abolition du système. Rien, dans nos actions, notre réflexion ou nos déclarations, ne montre que nous aurions considéré Habyarimana comme cible. Notre attention se portait sur le système dans son ensemble.

*C'est pourtant lui qui incarnait le système. C'était votre ennemi.*

En effet, et c'est ce qu'impliquent mes propos. Mais s'il faisait partie du système, celui-ci ne se résumait pas à lui. Et pour revenir sur votre point concernant la différence de

tactique entre Habyarimana et le parti, dans la mesure où ils partageaient une seule et même idéologie, supprimer Habyarimana n'aurait avancé à rien pour changer le parti et le système. Cela n'aurait pas permis le moindre progrès. Et donc, du point de vue de la stratégie comme de l'organisation, nous ne l'aurions jamais visé. Cela aurait été une erreur qui n'aurait servi en rien le dessein que nous nous efforçons d'accomplir.

Notre combat n'était pas contre Habyarimana, notre lutte concernait le système. C'est une distinction qu'il est important de faire. Quant à notre innocence, d'un point de vue purement tactique, qui supprimerait un leader pour céder sa place à un groupe entier d'extrémistes ? Cela n'a aucun sens.

Maintenant, si l'on pousse encore plus loin leur raisonnement, lorsque le chef du FPR a été assassiné en 1990 par les forces du gouvernement rwandais, cela aurait-il justifié que les forces du FPR s'en prennent en représailles à la population et commencent à la massacrer parce qu'elles avaient perdu leur leader ? Car c'est ce que les forces du gouvernement d'Habyarimana ont purement et simplement fait : elles ont entrepris de massacrer la population une fois qu'elles ont perdu leur leader.

Pour conclure, pourquoi l'assassinat d'Habyarimana soulève-t-il autant de questions alors que cela n'a pas été le cas pour Fred Rwigyema, chef du FPR ? En quoi un meurtre est-il plus contestable qu'un autre, ou inversement pourquoi l'un semble-t-il plus justifié que l'autre ?

*Si, le 6 avril au soir, rien ne s'était produit ; si l'avion du président Habyarimana, au lieu d'être abattu, s'était*



*tranquillement posé sur l'aéroport de Kigali, le génocide aurait-il eu lieu ?*

Le génocide se serait poursuivi car il s'agissait en fait d'un mal insidieux qui envahissait lentement notre société depuis 1959. À partir de cette année-là, une part de la population rwandaise, les Tutsis, était systématiquement devenue la cible de discriminations, d'ostracisme et bien souvent de massacres perpétrés par le pouvoir en place. Vous avez face à vous quelqu'un qui a vécu en exil pendant trente ans parce sa famille avait été chassée du Rwanda, tout comme des dizaines de milliers de nos compatriotes. D'une certaine manière, cette épreuve s'est révélée être une chance pour moi, car elle m'a permis de rester en vie. Le 6 avril n'était rien de plus qu'un prétexte leur permettant de passer à la vitesse supérieure.

*Autant que vous le sachiez, quelles sont les causes profondes de ce génocide, et pourquoi y a-t-il eu une participation aussi généralisée parmi les civils ? Qu'est-ce qui a bien pu transformer tant de Rwandais en assassins ? Cela provenait-il de la culture, d'une tradition d'obéissance à l'autorité ?*

Encore une fois, il faut tenir compte du contexte historique. Le génocide qui a eu lieu en 1994 a une longue histoire. Si vous prenez la définition d'un génocide – des personnes ciblées et éliminées sur la base de ce qu'elles sont –, ceci avait commencé des dizaines d'années auparavant, en 1959. Dans la mesure où cela est arrivé plusieurs fois au cours de notre histoire, cela devient une question de chiffres. Combien de personnes doivent-elles être massacrées pour

que cela soit reconnu comme un génocide ? Aux personnes qui affirment que le FPR était responsable, j'aimerais poser la question suivante : dans quelles circonstances et pour quelles raisons suis-je devenu un réfugié en 1961 ? Que s'est-il passé en 1962, 1966 et 1967 ? Pourquoi tant de personnes se sont-elles exilées au Burundi, au Congo, en Tanzanie et en Ouganda ? À quoi cela était-il dû ?

Si l'on examine un peu plus profondément notre histoire, on réalise que ce qui est arrivé découle de la politique de colonisation et des manœuvres politiques de la Belgique. La Belgique et l'Église catholique ont divisé notre société en sous-groupes ethniques. Ils ont en fait « ethnicisé » la population et le paysage politique de notre pays, en catégorisant les gens et en créant une division là où il n'y en avait auparavant aucune. Ils ont émis des documents d'identité établissant une distinction entre les Hutus, les Tutsis ou les Twas du côté du père. Que ce soit à l'école, à l'église ou au travail, ils ont expliqué à un groupe qu'il était privilégié et lui ont effectivement accordé des privilèges et des droits spécifiques, mais pas aux autres. Cette logique, ces divisions ont joué un rôle considérable dans ce qui a mené aux raisonnements qui se sont ensuite traduits par les événements de 1994.

*Mais cela n'explique pas la dimension populaire de ce génocide et pourquoi la participation de gens ordinaires a été si généralisée...*

C'est une affaire de politique. Une fois de plus, si l'on se penche sur l'histoire, quand on a une idéologie appelée « le pouvoir hutu » et que l'on a un historique d'identification

des gens selon leurs caractéristiques physiques, puis que l'on base son idéologie politique sur l'ethnicité, on sème ce qui permettra plus tard de récolter des opinions au service d'un objectif politique : la politique de la haine. Cette idéologie s'est construite sur plusieurs décennies. Et donc ceux qui se trouvaient au pouvoir n'ont fait que consolider et étayer les bases existantes. À la radio, à la télévision, dans les journaux, le discours n'était qu'une extension de ce que l'on avait déjà enfoncé dans le crâne de la population – une ethnie était supérieure à l'autre et l'autre devait être éliminée. L'« autre » était un fléau. L'autre, cet « étranger », était de retour pour reprendre à ceux que visait cette propagande ce qui leur appartenait de plein droit – leur terre, leur gagne-pain – et les opprimer. Le fait est que ces personnes ne possédaient rien qu'on puisse leur prendre, mais elles étaient mues par l'ignorance. Les pouvoirs se jouaient de cette ignorance et manipulaient cette naïveté. Ils ont persuadé les gens de cette population qu'ils étaient différents, ils étaient Hutus, la majorité, et avaient droit, de par leur naissance, à tout et devraient donc s'insurger contre ceux qui venaient de l'extérieur pour les déposséder de leurs droits. Nous parlons ici de personnes pauvres et illettrées, que l'on a bercées dans ce dogme et qui ont ainsi été conditionnées à croire toute propagande qui leur est ensuite destinée.

*C'était donc un génocide « populaire », dans le sens où il a été exécuté par de simples citoyens. La différence entre l'Holocauste et le génocide des Tutsis du Rwanda, c'est que celui du Rwanda s'est déroulé en direct sous les yeux du monde entier. Toute la communauté internationale, y*

*compris l'Église catholique, avait conscience de ce qui se jouait. La communauté internationale a eu l'occasion d'interrompre le génocide au Rwanda mais ne l'a pas fait. S'agissait-il d'aveuglement ou de complicité ?*

Il s'agissait absolument de complicité. Et ici aussi, si l'on replace les choses dans leur contexte historique, on réalise que les nations qui avaient le pouvoir d'éviter un génocide étaient celles-là même dont le rôle avait été déterminant dans la création du climat qui avait mené au génocide. Le temps, les efforts et les pseudo-recherches scientifiques, telles que celles destinées à prouver l'appartenance des personnes à différentes races et de ce fait leur droit à des prérogatives différentes, tout ceci fut l'œuvre des Belges. Tout ceci fut accompli avec des ambitions bien spécifiques. Et donc quand leurs ambitions se sont finalement réalisées, pourquoi seraient-ils intervenus pour les entraver ? Les colons étaient impliqués dans nombres d'agissements malséants, dont le meurtre fait partie.

*Complicité est un mot lourd de sens...*

Je ne l'utilise pas avec légèreté. J'interprète des faits indiscutables d'un point de vue historique. Les Belges ont délivré des cartes d'identité ethnique dans les années 1930 sur la base de recherches « scientifiques » concernant une race « supérieure », la race chamitique. Ils ont exclu certains groupes du pouvoir et en ont favorisé d'autres. Ils ont influencé et encouragé les populations à se haïr, sur la seule question de leur identité ethnique. Puis, dans les années 1950, quand ils ont réalisé que le groupe ethnique initialement considéré comme une classe inférieure

était à même de mieux servir leurs intérêts, ils ont inversé la vapeur pour tout à coup favoriser l'autre groupe et lui accorder de nouveaux privilèges. Ce sont des faits indiscutables. Ils ont prêché la haine. Soit dit en passant, dans les années 1950, le monarque rwandais, Mutara Rudahigwa, fut assassiné au Burundi tandis qu'il participait à un sommet à l'initiative des Belges. Personne jusqu'à ce jour n'a jugé nécessaire d'ouvrir une enquête afin d'élucider le mystère de ce meurtre. Les Belges sont les principaux suspects, car ils étaient indisposés par le roi Rudahigwa, qui ne se pliait pas à leur volonté. Ils souhaitaient installer un autre groupe au pouvoir. Vous pouvez interpréter ces faits comme vous le souhaitez mais les faits eux-mêmes restent indéniables.

*Ne pensez-vous pas que le terme de responsabilité s'appliquerait mieux que celui de complicité ? Il y a une certaine part de responsabilité imputable à MM. François Mitterrand, Boutros Boutros-Ghali, et Kofi Annan. Et même au pape Jean-Paul II.*

En ce qui me concerne, je considère qu'il y a aussi bien des éléments de complicité que de responsabilité.

*Comment expliquez-vous que, vingt ans plus tard, on attende toujours le mea culpa de l'Église catholique, du Vatican ?*

Personnellement, je ne comprends pas. Mais cela est révélateur du monde dans lequel nous vivons. On a vu l'Église catholique présenter ses excuses pour nombre de choses, de

méfais, commis ailleurs, en Amérique, en Australie ou en Europe, où l'Église avait passé sous silence nombre d'affaires d'abus sexuels sur des enfants et payé des centaines de millions de dollars en dommages et intérêts aux États-Unis afin de compenser les actes odieux commis par les prêtres. Le pape lui-même s'est déplacé et a présenté ses excuses. Il s'est rendu en Australie pour les mêmes raisons. Mais ici, j'oserais dire qu'on est témoin d'une certaine forme de racisme en action : au nom de quoi est-il acceptable de présenter ses excuses pour des crimes commis ailleurs mais jamais pour ceux commis en Afrique ?

*Le même pape, Jean-Paul II, avait fait une visite officielle au Rwanda en 1990. Pendant son séjour, il avait même accepté de bénir la chapelle privée du couple Habyarimana...*

Ceci illustre exactement mes propos. Cela va au-delà de la responsabilité. Cela reflète un certain niveau d'implication directe, par action ou par omission, mais néanmoins une implication directe.

*Vous avez dit un jour, à propos des juifs d'Israël : « Eux peuvent nous comprendre mieux que quiconque. » C'est-à-dire ?*

Si j'ai dit cela, c'était évidemment en référence aux génocides qu'eux et nous avons subis. Je parlais de la persécution, de la souffrance, de la volonté de survivre, rien de plus. Mais c'est déjà beaucoup.

*En quels termes qualifieriez-vous l'opération militaire française Turquoise de juillet 1994 ? Comme une opération humanitaire ou comme une tentative désespérée de sauver un régime client ?*

Dès le premier jour, il s'agissait clairement d'une tentative militaire destinée à sauver un régime client. Cette manœuvre a empêché le FPR de reprendre tout le pays. Ils ne protégeaient pas seulement ceux qui fuyaient devant l'avancée du FPR, ils protégeaient aussi ceux qui venaient d'assassiner des Rwandais.

*Mais les Français affirmaient qu'ils sauvaient des vies, nombre de vies tutsies...*

Où auraient-ils accompli cela ? Car le fait est que les Tutsis se trouvaient pour la plupart à l'extérieur de la zone « sécurisée » occupée par les troupes françaises. Aucune vie tutsie n'a donc pu être sauvée dans le périmètre d'implantation et d'action de l'opération *Turquoise*. La majorité des Tutsis se trouvait en dehors de cette zone et dans la plupart des cas, ils avaient de toute façon déjà été massacrés. Les seuls Tutsis restants fuyaient vers le Congo. Donc, quels Tutsis étaient-ils supposés protéger ? En outre, les seuls Tutsis restant se trouvaient à Bisesero et ont été abandonnés sur place, livrés en pâture à l'ennemi.

*Vous qualifiez le génocide de « génocide des Tutsis du Rwanda ». Ne risquez-vous pas ainsi de condamner à l'oubli ou de minimiser le meurtre de nombre de Hutus modérés*

*tels que la Première ministre, Agathe Uwilingiyimana, qui œuvrait pour la démocratie ?*

Oui, des Hutus modérés ont été assassinés, mais ce n'était pas un génocide, cela ne peut pas être défini comme tel. Nous avons reconnu que des Hutus avaient été tués, et qu'il y avait nombre de personnes qui s'étaient battues pour la vérité, contre leurs compatriotes hutus qui avaient rallié les rangs des génocidaires. Mais leurs assassinats ne relèvent pas d'un génocide. C'étaient des meurtres, et c'est un problème différent. Un génocide, c'est l'extermination planifiée d'un groupe ethnique, tribal ou religieux spécifique, ce n'est pas une guerre civile. Au Rwanda, le groupe visé était un groupe tutsi, exclusivement. Les Hutus qui ont été tués en 1994 ne l'ont pas été dans le cadre d'une volonté génocidaire, mais pour d'autres raisons. Cela, chacun peut le comprendre.

*Aujourd'hui, on assiste, au Rwanda, à la mise en œuvre de la campagne « NDI UMUNYARWANDA » (« JE SUIS RWANDAIS »), mais il semble qu'elle soit accueillie par des réactions mitigées. Quelle est la finalité de cette campagne ?*

Son objectif réel est très simple. Elle a pour but d'offrir aux Rwandais la chance de comprendre qui ils sont et de se forger une identité commune, qui les rassemble au lieu de les séparer. C'est aussi simple que cela. Il se peut que certains aient une opinion différente, ils y ont droit. Mais il nous revient de diffuser la finalité et l'utilité de cette initiative. Nous avons conscience de faire face à un certain niveau

d'opposition mais il y a au final moins d'opposants que nous ne l'avions anticipé.

*Ceux qui vous critiquent disent que vous forcez les Hutus à présenter des excuses au nom de la communauté...*

Non, c'est une interprétation erronée de notre approche. Nous donnons la possibilité, à ceux qui le souhaitent, car ils sont nombreux mais n'en ont pas eu l'occasion, de demander pardon. Mais personne n'y a été forcé sous la menace d'une arme.

*Ce n'est pas comme dans la Chine maoïste où les gens ont été contraints à des confessions publiques et des auto-dénonciations...*

Non, la situation est tout à fait spécifique au Rwanda, elle s'inspire d'une tradition locale fondée sur une forme de justice communautaire, dans le même esprit que les *gacaca*, les assemblées de villageois auxquelles présidaient les anciens, qui arbitraient traditionnellement les différends au sein des familles et des villages.

*Beaucoup de ceux qui vous critiquent considèrent que vous utilisez le génocide comme une ressource politique et une rente de situation destinées à unir les Rwandais autour de vous par la peur et par la force. Que répondez-vous à de telles accusations ?*

De tels propos existent, c'est vrai, et sont tenus par des gens qui en ont fait leur obsession et leur fonds de commerce. Nous vivons et nous vivrons avec. Car, enfin : y a-t-il eu ou

non génocide dans ce pays ? Si rien de tel ne s'est produit, alors nous sommes des menteurs et des manipulateurs. Si génocide il y a eu – et il y a eu – avec toutes ses conséquences humaines, sociales, économiques et politiques absolument dévastatrices, alors nous ne l'instrumentalisons pas. C'est au contraire lui qui nous façonne en ce sens que nous avons passé le plus clair de notre temps depuis vingt ans à en réparer les effets. Ceux qui disent ce genre de choses nous insultent, parfois sans s'en rendre compte, car ils ne nous connaissent pas. Nous sommes des gens fiers, nous nous sommes dressés contre le mal absolu sans l'aide de quiconque, comment imaginer que nous puissions aujourd'hui instrumentaliser le souvenir de cette barbarie à notre profit ? Pour inspirer la pitié ? Attirer la sympathie ? Nous n'avons besoin ni de la pitié ni de la sympathie du monde. Nous nous battons avec nos maigres ressources pour reconstruire notre pays. Pour le reste, il y a eu ici un million de morts. Nous ne cesserons jamais d'honorer leur mémoire.

*Le 4 juillet 1994, la première patrouille du FPR est entrée dans Kigali et vous avez hérité d'un pays entièrement anéanti, moralement, politiquement et économiquement. Il n'y avait plus de gouvernement, plus rien. Tous les regards de la communauté internationale étaient rivés sur vous. Pourtant, vous êtes entré dans Kigali avec cette conviction, qui est toujours la vôtre aujourd'hui, vingt ans plus tard : la communauté internationale ne comprend absolument pas les tenants et les aboutissants de la situation, se montre souvent malintentionnée et dépourvue de crédit moral, surtout lorsqu'elle s'exprime à travers des groupes de défense*

*des droits de l'homme, la Cour internationale de justice, les Nations unies ou d'autres entités similaires. C'est le Rwanda contre le reste du monde. Un monde qui en dit beaucoup alors qu'il était resté silencieux pendant le génocide. Était-ce ce que vous aviez en tête lorsque vous êtes entré dans Kigali ? Et si c'est le cas, cela a-t-il façonné votre personnalité et vos convictions politiques ?*

Oui, c'est tout à fait correct. Autodétermination, et la volonté de faire tout ce qui était possible par nous-mêmes, de renaître de nos cendres et d'accomplir ce que nous pouvions. C'est ce qui a aidé le Rwanda à retrouver sa dignité.

*Le général canadien Roméo Dallaire, qui commandait les forces de l'ONU au Rwanda pendant le génocide, a eu à votre égard des propos définitifs. Il éprouve, dit-il, la même admiration pour vous que pour le général Rommel ou des généraux britanniques de l'armée des Indes. Êtes-vous flatté ?*

C'est son appréciation. Je n'en suis pas particulièrement flatté, car ce sont les circonstances, les coïncidences, qui ont fait que j'ai dirigé la lutte. Je pense qu'en fait le général Dallaire voulait rendre hommage à la façon dont nous avons libéré le Rwanda.

*Y a-t-il du plaisir à faire la guerre ?*

Il y a énormément de plaisir à lutter pour la justice, y compris, quand c'est nécessaire, les armes à la main.

*En 1994, vous aviez 36 ans et vous étiez à la tête d'une armée victorieuse. Vous aviez le pouvoir de vous proclamer président. Pourquoi n'avez-vous pas saisi cette opportunité ?*

Pour de nombreuses raisons. Lorsque j'ai analysé la situation politique du pays, j'en ai conclu que j'avais un autre rôle à jouer. Rien ne m'avait destiné à être président. Je me satisfaisais d'être un combattant, et même un leader, dans la lutte pour mes droits et ma liberté et ceux de mes concitoyens. Je ne me battais pas pour devenir président, c'est un point important à signaler. Pour moi, peu importait qui allait être président tant que cela résultait d'un accord commun. Au sein du FPR, et en prenant en considération d'autres facteurs, cette idée n'était pas au programme.

*Mais je suppose que vous étiez convaincu d'avoir mérité le droit de façonner le pays ?*

En effet, à travers mes actions, mon implication et mon engagement, on pourrait dire que j'avais mérité ce droit. Mais tout allait bien au-delà du fait d'occuper un poste officiel. La vraie question était de définir ce qui convenait le mieux pour notre pays.

*Cela dit, vous étiez vice-président et ministre de la défense. Autant dire que le pouvoir était entre vos mains... Pour nombre d'observateurs extérieurs vous étiez le président.*

Ce n'était cependant pas intentionnel, cela s'est fait par défaut. Même si j'étais convaincu qu'un autre devait être

président, cela ne veut pas dire que je pouvais changer la manière dont j'étais perçu, ou l'opinion que l'on avait de moi du fait de ce que j'avais accompli. Il me restait, dans la sphère de ce que j'avais le pouvoir de décider, le choix de ne pas faire ce qu'on attendait de moi. J'ai donc choisi de ne pas être président. Pour autant, je ne pouvais pas modifier l'impression que les gens avaient de moi.

*Dès la mise en place du gouvernement, la plupart des observateurs et des diplomates ont eu le sentiment que le président Pasteur Bizimungu et le Premier ministre Faustin Twagiramungu étaient surtout des personnalités symboliques. Lorsque des ministres étrangers ou des diplomates venaient dans votre pays, ils demandaient à être reçus par le Vice-Président.*

Ce n'était pas ce que j'avais envisagé à l'origine. C'est ainsi que les gens ont choisi de voir les choses et c'est ainsi qu'elles se sont finalement déroulées.

*Ces dispositions vous convenaient-elles ?*

Oui, sinon pourquoi aurais-je refusé la présidence ? D'un point de vue personnel, si j'avais réellement eu l'ambition, le désir d'être président à ce moment-là, je l'aurais été. Mais je souhaitais alors remplir un autre rôle. À un certain point, j'ai même considéré la possibilité de quitter entièrement la scène politique. Quand nous avons commencé à distribuer les rôles, j'ai dit aux personnes de mon parti qu'elles devraient avancer d'autres noms. Je n'étais pas prêt à faire partie d'un

gouvernement, je voulais prendre le temps de faire d'autres choses. En fait, je voulais poursuivre mes études et vivre ma vie. Mais dès que j'ai dit cela, cela a soulevé un tollé dans le FPR, dans le gouvernement ici, et à l'étranger, tous se demandant si j'avais un programme secret. Il leur semblait inconcevable que je refuse ces fonctions. J'ai donc dû me résoudre à abandonner l'idée de me mettre en retrait afin de prouver ma loyauté à notre cause.

*Parmi les nombreux problèmes auxquels vous deviez faire face, deux étaient particulièrement épineux. Tout d'abord, il y avait le phénomène des meurtres commis en représailles, dans lesquels certains de vos soldats étaient impliqués. Pouvez-vous honnêtement affirmer que vous avez fait tout ce qui était en votre pouvoir pour empêcher ces meurtres ? Après tout, vous avez vous-même dit : « Nous ne sommes pas des saints. »*

Il n'y a pas de saints dans ce monde. Je n'en suis pas un et n'aspire pas à en être un, soyons clairs. Il y a moins de soldats impliqués dans ce genre de meurtre que les gens ne le pensent. Je dirais que j'ai été rassuré, comme vous devriez l'être, qu'il y en ait si peu. Le fait que ces meurtres soient des phénomènes isolés et non répandus n'est pas dû au hasard. Le raisonnement, et même la justification selon laquelle des gens déjà armés se vengeraient dans la colère d'avoir découvert que l'intégralité de leur famille avait été exterminée était très forte. Nous aurions pu facilement perdre un autre million de personnes, si ce n'est plus ! Mais cela n'a pas été le cas. Nous l'avons empêché, et c'est ce qu'il faut bien comprendre. Rien n'a été laissé au hasard.

*Il y a pourtant eu des comparutions devant des tribunaux militaires, en secret.*

Non, il n'y a pas eu de comparutions secrètes. Chaque cas était connu du public. Il ne faisait pas l'objet d'un battage publicitaire, mais rien n'a été effectué en secret.

*Mais il semble que certains Rwandais avaient le sentiment, à tort ou à raison, que le nouveau gouvernement tolérerait une certaine dose d'excès de la part de ses soldats. Peut-on en conclure que ceci est à l'origine de la scission qui s'est finalement produite entre vous et les hommes politiques hutus du FPR tels que Seth Sendashonga, Faustin Twagiramungu et, par la suite, Pasteur Bizimungu ?*

Je ne suis absolument pas d'accord avec cette interprétation. S'il y avait eu la moindre volonté de permettre aux meurtres de se perpétuer, ceux-ci auraient eu lieu à très grande échelle. Comme je l'ai évoqué, il y avait une profonde colère et nombre de raisons qui auraient pu être utilisées pour justifier des meurtres en représailles. Mais cela n'a pas été le cas et je ne pense pas que Bizimungu ou tout autre homme politique en particulier était directement responsable de leur prévention. Si de telles représailles avaient été permises, ils seraient peut-être eux-mêmes morts, il y aurait eu un grand nombre de victimes. Cependant, ce ne sont pas eux qui ont œuvré à la prévention de ce phénomène.

*Donc ces personnages politiques ont utilisé cet argument pour exacerber un certain sentiment anti-FPR ?*

Oui, c'est aussi simple et direct que cela. Si l'on avait donné libre cours aux représailles, elles auraient pris des proportions colossales. Personne n'aurait été capable de les endiguer. Toutefois, la question que les gens devraient se poser à la place est plutôt : « Pour quelles raisons cela n'est-il pas arrivé ? »

*Le deuxième problème concernait les énormes camps de réfugiés remplis de miliciens hutus dans ce qui était alors le Zaïre. Pourquoi et comment avez-vous pris la décision de démanteler ces camps ? Il s'agissait de camps paramilitaires.*

Oui, mais si vous examinez la manière dont nous avons géré la situation, vous verrez que nous avons été très sélectifs. Nous nous sommes assurés que tous les civils soient rapatriés et les soldats qui souhaitaient rentrer en ont eu la possibilité. Nous avons cherché à séparer – et nous y sommes parvenus – ceux qui, dans ces camps, conspiraient pour lancer une offensive contre nous de la grande majorité de civils innocents, qui étaient essentiellement manipulés et enrégimentés mais que nous pouvions ramener à la raison, à qui nous pouvions donner une nouvelle chance. C'est le plan d'action que nous avons alors entrepris. Une fois encore, comme ces camps étaient militarisés, nous aurions pu utiliser cela comme un prétexte pour éliminer tout le monde mais nous avons choisi de ne pas le faire. Il y avait en fait plus de camps militarisés que de camps de réfugiés. Notre



position a toujours été de faire la distinction et de ne pas assimiler les réfugiés aux militaires.

*Des centaines, voire des milliers de civils sont pourtant morts, victimes de tirs croisés...*

Malheureusement, oui, quotidiennement. C'est la réalité de la guerre, même dans une guerre moderne, malgré tous les équipements modernes, la technologie, la science...

*Vous avez toujours refusé que des membres de votre armée et de votre parti soient traduits devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) d'Arusha, chargé de juger les crimes de guerre commis en 1994. Pourquoi ?*

Le TPIR juge les crimes de génocide, et notre combat en 1994 visait à libérer le Rwanda des génocidaires. Il n'y a donc aucune commune mesure, aucune comparaison possible, aucun parallèle à établir entre eux et nous. À Nuremberg en 1945, ce sont les nazis qui ont été jugés, pas ceux qui les ont vaincus, et il ne viendrait à personne l'idée de le déplorer. Pour le reste, il n'y a pas un seul délit commis par nos hommes qui n'ait été sanctionné, parfois de la façon la plus sévère. Hier, aujourd'hui ou demain. Chacun sait qu'il y a eu ici, pendant et après la guerre, des cours martiales qui n'hésitaient pas à faire fusiller ceux qui se rendaient coupables de vols, de viols, d'assassinats ou de toute autre exaction. On nous a même accusés à l'époque d'avoir la main trop lourde contre nos propres hommes.

*On trouve un autre objectif ambitieux dans la campagne du Zaïre en 1996. Elle était destinée à renverser Mobutu car, à moins de changer le dirigeant de ce pays voisin, ce dernier restait un refuge idéal pour vos ennemis. Est-ce exact ?*

Oui, d'une certaine manière. J'aimerais une fois de plus apporter une simple précision. J'ai pu constater que les Congolais affirment que les problèmes de leur pays ont commencé avec l'invasion des Rwandais. Mais je souhaiterais faire un rappel historique : la première invasion entre les deux pays s'est faite en 1990, quand les troupes congolaises soutenant les forces d'Habyarimana ont envahi le Rwanda et ont avancé jusqu'à Gabiro, et non l'inverse. Les troupes congolaises ont les premières envahi le territoire rwandais. C'est un fait historique. Mobutu s'est retrouvé entraîné dans tout cela. Il avait apporté son aide aux camps militarisés, ils avaient bénéficié de sa générosité. Grâce à lui, ils avaient pu se regrouper et se réarmer afin d'attaquer le Rwanda.

*Est-ce la raison pour laquelle le président Museveni et vous-même avez passé un pacte secret avec le leader de la rébellion congolaise Laurent-Désiré Kabila ?*

Ce n'est pas tout à fait exact...

*Pourquoi l'avez-vous choisi ? Kabila était un personnage très controversé et, de plus, il s'est retourné contre vous deux ans plus tard. Je suppose qu'il répondait alors à vos besoins ?*

Oui, c'était un personnage controversé, mais c'était notre seule possibilité et un moindre mal. Du moins, c'est ce que nous pensions à l'époque.

*L'offensive du FPR qui s'est déroulée de la fin 1996 jusqu'à juin 1997 a été considérée par les experts comme l'une des campagnes militaires les plus remarquables de l'histoire africaine moderne. En êtes-vous fier ?*

En toute franchise, je ne la qualifierais pas ainsi car cela s'éloigne beaucoup de ma propre perspective. Nos combats et nos luttes armées, les guerres que nous avons menées l'ont été par nécessité. Je ne tire pas de fierté de n'avoir pas eu d'autres choix que la guerre, mais nous avons un problème à résoudre et c'était la seule manière de le régler. La question n'est pas d'être fiers de nos exploits militaires. Nous étions confrontés à une situation épouvantable que nous avons surmontée du mieux que nous avons pu.

*Que s'est-il ensuite passé, avec Laurent-Désiré Kabila ? Rétrospectivement, avez-vous le sentiment de n'avoir pas été capable de gérer les suites de la victoire, ou bien que Kabila n'était finalement pas l'homme de la situation ?*

Non, cela n'est pas lié à la manière dont nous avons géré, en bien ou en mal, notre soi-disant « victoire ». Simplement parce que fondamentalement ce n'était pas à nous de gérer la situation. Celle-ci concernait le Congo et dépendait de nombreux facteurs et de nombreuses personnes sur lesquels nous ne pouvions exercer aucun contrôle. Notre objectif était d'écarter les problèmes issus de la RDC qui mettaient directement notre population en danger. Le résultat, auquel vous faites référence comme à une « victoire », a été terriblement mal géré par d'autres. Je pense que cela reflète les

échecs de ceux qui devaient gouverner le Congo après la guerre. Et donc oui, à cet égard, c'était un échec congolais, y compris l'échec de Kabila, à la tête du gouvernement. Mais votre question fait allusion à notre association avec Kabila pendant la guerre, et donc à ce que nous pourrions considérer comme notre responsabilité dans ses actes. Nous ne pouvons pas être tenus responsables des défauts de Kabila, ou de toute autre erreur commise par les Congolais. Aurions-nous dû choisir quelqu'un d'autre ? À vrai dire, la question ne se pose pas car je n'ai aucune qualification, en tant qu'être humain, pour juger ou même identifier les défauts des autres, et surtout, je suis bien mal placé pour choisir le leader des Congolais.

*Mais c'est vous qui aviez installé Laurent-Désiré Kabila au pouvoir. Ne regrettez-vous pas de lui avoir fait confiance ?*

Je n'ai jamais fait confiance à cet homme et je l'ai encore moins fabriqué. Nous l'avons aidé, c'est vrai. Mais il nous avait, en quelque sorte, été imposé. Souvenez-vous du contexte de 1996-1997 : Mobutu soutenait les génocidaires qui s'étaient réfugiés en masse au Zaïre et nous, nous soutenions une alliance de patriotes désireux de chasser le dictateur et de reconstruire leur pays. Notre objectif était double : en finir avec la menace immédiate des génocidaires et réaliser une sorte d'investissement à long terme en favorisant l'instauration à Kinshasa d'un pouvoir qui ne porte pas atteinte à la sécurité du Rwanda. Sur ce dernier point, il appartenait à nos partenaires congolais de se choisir un leader, et Kabila s'est autoproclamé comme tel à Lubumbashi.

Personnellement, je ne l'avais jamais rencontré avant ces événements. Il vivait en Tanzanie et certains de nos amis dans la région nous l'avaient vivement recommandé. Notre responsabilité dans la fabrication de Laurent-Désiré Kabila n'est que secondaire. Cela dit, nous nous sommes trompés sur son compte, c'est vrai. Nous aurions dû lire ce que Che Guevara avait écrit sur lui...

*Quant au fils de Kabila, Joseph, qui est arrivé au pouvoir après l'assassinat de son père en janvier 2001, quelle opinion avez-vous de lui en tant que dirigeant ? Votre chef d'état-major, James Kabarebe, et vous-même le connaissez...*

Eh bien, je dirais que je ne le connais pas mieux que la plupart des Congolais, ou pas mieux qu'il ne nous connaît. Oui, nous connaissions son père et donc nous le connaissons, mais surtout en raison de la situation du Congo. Il a plus ou moins été choisi parce qu'il était le fils de Laurent-Désiré Kabila. Ils auraient pu choisir l'épouse ou l'oncle de Kabila – car il y avait plusieurs de ses oncles dans le gouvernement de Kabila, à l'époque – mais ils ont choisi son fils, ce qui n'est ni de notre ressort ni de notre responsabilité. Nous n'étions pas impliqués et le connaissons au même titre que d'autres nous connaissent, en tant que personnalités publiques.

*Vous êtes devenu le Président du Rwanda le 20 avril 2000, après avoir occupé la fonction de Vice-Président. Quelles pensées occupaient votre esprit le jour de l'investiture ? Vous êtes-vous dit : « J'ai enfin atteint mon but » ? Avez-vous eu*

*le sentiment que vous aviez droit à la présidence et que vous étiez enfin à votre place ?*

Vous savez, il s'est passé beaucoup de choses dans ma vie, et dans l'histoire de ce pays, qui ne sont pas arrivées parce que j'y étais prédestiné de plein droit. J'ai travaillé dur, mais avec différents objectifs en ligne de mire, et l'avènement au pouvoir n'a jamais fait partie de mes grandes aspirations, quoi qu'en pensent les gens. C'est un peu comme si des circonstances convergentes m'avaient amené à un certain endroit à un certain moment. Le pouvoir comme finalité en soi n'a jamais été pour moi un objectif. Je ne l'ai pas cherché. Mais je me suis trouvé dans des situations où j'avais un devoir à accomplir, alors j'ai retroussé mes manches et je me suis investi dans ces missions du mieux que j'ai pu.

*Mais l'ambition n'est pas un péché... Vous ne vouliez pas de ce pouvoir ?*

Non, ce n'est pas un péché d'avoir de l'ambition, mais ce n'est pas le pouvoir qui m'intéressait et je ne perds pas mes nuits à y penser ! Je veux simplement vivre ma vie. Mais il y a la vie qu'on vit par choix et puis il y a celle qui découle de circonstances extérieures. La manière dont les gens me voient, dont ils évaluent mes capacités ou veulent me voir dépend de leur volonté, pas de la mienne.

*Trois ans plus tard, en 2003, vous avez été élu avec 95 % des votes au suffrage universel. Comparé à la plupart des gouvernements occidentaux, c'est un pourcentage très élevé.*